



bulletin d'analyses et de discussions marxistes

www.npa-debatrevolutionnaire.org

N° 42 - vendredi 24 décembre 2010

Dans ce numéro :

- **Débattre pour œuvrer au regroupement des anticapitalistes et des révolutionnaires**
- **Face à l'Europe de Merkel et Sarkozy, la démagogie nationaliste est un piège dangereux**

Débattre pour œuvrer au regroupement des anticapitalistes et des révolutionnaires

De Dublin à Athènes, de Lisbonne à Londres, l'heure est à la mobilisation des travailleurs et de la jeunesse contre la violence inouïe des plans d'austérité dictés par le FMI et les marchés. De fait, ces mobilisations posent la perspective d'une contre-offensive à l'échelle du continent européen pour faire payer la crise à ceux qui en sont responsables : les banquiers.

Ici en France, la lutte contre la réforme des retraites cet automne a révélé la profondeur des résistances à la politique des classes possédantes, le refus de millions de travailleurs de voir leurs conditions d'existences sacrifiées pour payer la facture de la pire crise du système capitaliste depuis les années 30.

Si la loi Woerth a été entérinée, le pouvoir est sorti discrédité de cette épreuve de force. La multiplication des scandales a révélé la vraie nature de la politique du gouvernement, celle d'un pouvoir par les riches et pour les riches.

Au moment où la vie politique se polarise à nouveau sur les échéances électorales de 2012, alors que la perspective d'un retour de la gauche libérale aux affaires se dessine tant le rejet de la droite est massif, rien ne serait plus faux que de croire que le jeu truqué du cirque électoral et de l'alternance sans changement a mis entre parenthèse ou pris le pas sur la question sociale et celle de l'affrontement de classe, seul terrain où se décide le sort des classes populaires.

Comment approfondir les maturations politiques en cours ? Comment donner à la radicalité qui s'est exprimée tout au long du mouvement des objectifs politiques non seulement pour résister aux mauvais coups, regrouper les forces du monde du travail mais pour préparer la prochaine étape de la lutte en affirmant la légitimité de notre camp à contester la domination des classes possédantes qui mènent le monde à la faillite ? Ces questions qui traversent le mouvement les milieux militants seront aussi au cœur du premier congrès du NPA qui se déroulera les 10, 11 et 12 février.

Loin d'être à huis clos, les débats menés dans le cadre de ce congrès concernent tous les anticapitalistes et les révolutionnaires. Ils concernent tous les militants syndicaux, politiques, associatifs, les équipes syndicales qui ont tenté de construire la grève générale cet automne, tous les travailleurs et les jeunes qui cherchent les voies et les moyens pour organiser la résistance face à l'offensive des classes dominantes dont la réforme des retraites n'était qu'un des volets. C'est pourquoi l'ensemble des textes est public et accessible sur le site national du NPA.

Les camarades qui animent cette lettre électronique se reconnaissent dans le texte « Nos réponses à la crise », le document d'orientation présenté par la position 1 et la motion « Laïcité, féminisme, religion » présentée par Anne, Cathy, Galia, Guillaume et Ingrid. Ces textes ne sont pas exempts de faiblesses, manquent souvent de concision et de clarté mais ensemble ils définissent les grands axes autour desquels nous pouvons intervenir dans le monde du travail et la jeunesse, entraîner, convaincre, regrouper les anticapitalistes pour préparer l'affrontement, donner une orientation face à la crise et aux prochaines échéances électorales.

Débat révolutionnaire est animé par des militants du **Nouveau Parti Anticapitaliste**

Raymond Adams - Pascal Adams - Alex Bachmann - Gérard Barthélémy - Cathy Billard - Jean-François Cabral - Michel Deboeuf
Sébastien Di Nicolantonio - Séverine Duval - Yvan Lemaitre - Galia Trépère - Isabelle Ufferte

Pour nous contacter, s'abonner à cette lettre : dr@npa-debatrevolutionnaire.org

Face à la crise, une politique pour le monde du travail

Le recul dramatique des conditions de vie des classes populaires, la généralisation de la précarité et de la misère, les baisses de salaires, l'explosion du chômage, le démantèlement des services publics et de la protection sociale montrent l'impasse dans laquelle la classe capitaliste mène toute la société.

Ceux qui en appelaient à l'intervention des États pour limiter les appétits irresponsables de la finance en sont pour leur frais. Si, pour l'instant, les gouvernements et les banques centrales paraissent avoir sauvé le système bancaire du naufrage, c'est au prix de l'endettement faramineux des États. Ce faisant ce sont les gouvernements et non plus seulement les banques qui sont mis en première ligne. Menacés de faillite, soumis au chantage de leurs créanciers et des agences de notation qui les appellent à « assainir » sans délais leur situation financière, les gouvernements multiplient les plans d'austérité pour extorquer aux salariés les sommes engagées pour sauver les banques avec comme conséquence d'étouffer toute possibilité de reprise économique et de préparer une nouvelle récession.

La multiplication des sommets pour tenter d'éteindre l'incendie, éviter l'éclatement de la zone euro, signe l'impuissance des gouvernements à trouver quelque issue que ce soit à leur propre fuite en avant. C'est bien parce que la crise actuelle découle des contradictions inhérentes au capitalisme même, et non d'un simple « dérèglement » ou « excès » de la finance, que chaque « solution » ne fait au mieux que différer la prochaine étape de la crise quitte à la rendre plus explosive encore.

L'instabilité économique, sociale et politique ainsi provoquée est lourde de danger mais ouvre aussi de riches perspectives pour celles et ceux qui ont conscience de la nécessité d'en finir avec la domination des classes capitalistes. Son issue progressiste dépendra de la capacité des travailleurs et des peuples à inverser le rapport des forces et imposer leurs propres solutions. Car il ne peut y avoir d'issue à la crise, à la régression sociale, écologique et démocratique dans laquelle la politique des classes dominantes plonge le monde sans l'intervention directe des travailleurs.

Pour sortir de la crise provoquée par les capitalistes, il faut non seulement refuser de payer pour les banquiers, refuser les plans d'austérité dont la dette publique sert de prétexte mais il faut aussi un programme offensif qui réponde aux besoins des classes populaires. Un programme qui part de mesures d'urgence pour faire face aux conséquences de l'offensive patronale sur les conditions d'existence des travailleurs (augmentation de 300 euros de tous les salaires, interdiction des licenciements, baisse du temps de travail jusqu'à résorption du chômage...) et qui pose inévitablement la question de qui décide, de qui contrôle dans la société.

Mettre hors d'état de nuire la finance qui dicte aujourd'hui les plans d'austérité contre les peuples implique d'exproprier le secteur financier, d'annuler la dette des États.

Notre plan d'urgence pour briser la dictature de la finance vise à armer politiquement les mobilisations, à leur donner un objectif politique global : la contestation du pouvoir des classes possédantes, qui débouche sur la question du pouvoir politique, du contrôle démocratique de la société par la population elle-même, du contrôle des principaux moyens de production, de transport, d'énergie pour et par les travailleurs eux-mêmes.

Contre l'alternance au service des classes possédantes : un gouvernement des travailleurs

En elle-même, la perspective d'une grève générale largement débattue cet automne dans les secteurs les plus combatifs ne peut suffire. Une grève générale ne pourrait maintenir ses avancées, exercer ses exigences qu'en exerçant son propre pouvoir dans le cadre d'un gouvernement démocratique des travailleurs. Faute de quoi, elle laisserait le champ libre au pouvoir existant. Sa préparation passe par une prise de conscience au sein d'une large fraction de la classe des travailleurs de la nécessité de l'affrontement avec les classes dominantes, leur gouvernement, leur État pour inverser le rapport de force.

S'il est prématuré de dire aujourd'hui quelle sera la forme politique que pourrait prendre un tel gouvernement (coalition politique des organisations anticapitalistes et antilibérales, fractions syndicales lutte de classe, représentants élus d'assemblées populaires...), l'essentiel est de tracer cette perspective en toute indépendance de la gauche antilibérale, tant le changement, la rupture ne peut s'inscrire dans le cadre d'institutions qui servent les classes possédantes. Les contours d'un gouvernement des travailleurs dépendront non pas de formules ou de schémas définis par avance mais du degré de mobilisation, de conscience politique, d'auto-organisation du mouvement lui-même.

Il y a là un débat à mener avec la gauche antilibérale qui considère qu'une issue à la crise est possible sans rompre avec le capitalisme et ses institutions. Car si nous ne posons aucun préalable en terme d'unité d'action pour et dans les luttes, nous traçons une perspective totalement indépendante qui rend impossible toute politique d'alliance électorale avec le Front de Gauche ou les partis qui le composent, qui cogèrent aujourd'hui le système à la tête des exécutifs dans les grandes villes, les conseils généraux et régionaux avec le Parti socialiste.

La « révolution dans les urnes » défendue par Mélenchon est aussi chimérique que le « dialogue social » prôné par les sommets syndicaux au moment où la bourgeoisie mène une guerre de classe sans limite contre les travailleurs et les

peuples. Elle vise à « rééquilibrer » le rapport de force entre les classes dans le cadre de la gestion du système capitaliste, pas à le renverser.

Les postures de Jean-Luc Mélenchon qui promet de devancer les socialistes au premier tour de l'élection présidentielle ne changent rien au fait que l'orientation du Front de Gauche s'inscrit dans le cadre du « *programme partagé* » élaboré par le PCF et le PG pour « *rassembler dans le pays une nouvelle majorité de gauche* ».

Le verbe est d'autant plus haut qu'il tente de masquer une politique dont l'objectif est la mise en place d'une énième mouture d'union de la gauche, l'alternance au service des classes possédantes. Tout au plus avertit-il que la candidature à la présidentielle de DSK, directeur actuel du FMI et chef d'orchestre de tous les plans d'austérité, rendrait « *extrêmement compliqué le rassemblement de la gauche* », sous-entendant que celle d'une Martine Aubry poserait moins de problème, elle qui a voté avec l'UMP le plan d'« aide » au gouvernement grec concocté... par le FMI.

Que nous soyons solidaires de celles et ceux qui veulent battre Sarkozy en 2012 est une chose, encore faut-il battre sa politique. La crise de la dette, les plans d'austérité mis en œuvre par les gouvernements socialistes en Europe fixent par avance le cadre dans lequel la politique du PS s'inscrira quel que soit son candidat et quels que soient ses éventuels partenaires d'Europe Écologie ou du Front de Gauche.

Le NPA se définit non seulement en totale indépendance avec la gauche libérale mais surtout comme un parti d'opposition ouvrière à celle-ci sans attendre qu'elle soit au gouvernement.

Entre ceux qui gèrent le système et ceux qui veulent le transformer, il y a bien deux orientations opposées et incompatibles.

Un parti de lutte des classes pour rompre avec le piège du « dialogue social »

Le sort des classes populaires frappées par la crise dépend entièrement de ses luttes et non du calendrier électoral. Dès maintenant et indépendamment de l'élection présidentielle où nous serons présents pour exprimer la révolte du monde du travail contre la politique de la droite mais aussi notre opposition et notre défiance vis-à-vis de la gauche libérale, nous voulons mobiliser, regrouper, unir tous les militants et travailleurs conscients que la mobilisation de cet automne est une répétition générale, la première escarmouche de la contre-offensive nécessaire pour ne pas payer la crise du capitalisme.

De ce point de vue, le mouvement contre la réforme des retraites a non seulement marqué l'irruption des travailleurs et des jeunes sur le terrain politique et social mais a également été une véritable école politique pour tous ses acteurs.

Le mouvement a souligné avec force l'impasse que constitue la politique des directions des grandes confédérations syndicales. En refusant d'exiger le retrait de la loi, elles entendaient par des journées de mobilisations espacées faire pression sur le gouvernement pour obtenir quelques concessions et accréditer leur rôle de « partenaires sociaux ».

Et si elles ont dû aller plus loin qu'elles ne le souhaitaient, allant même jusqu'à organiser des journées de mobilisations après le vote de la loi, c'est que l'inflexibilité gouvernementale ainsi que la détermination de la base, ne leur laissaient guère de porte de sortie.

L'inflexibilité gouvernementale, le refus de Sarkozy de faire la moindre concession ne renvoyaient pas à la volonté de mettre les directions syndicales à genoux mais au fait qu'il entendait démontrer, au-delà de sa propre crédibilité politique, la capacité et la détermination du gouvernement à mettre en œuvre le plan d'austérité dicté par les exigences de la finance et des agences de notation.

Pour gagner, il n'aurait pas fallu craindre d'exiger le retrait pur et simple de la loi mais aussi de contester la légitimité du Parlement, des institutions au service des classes possédantes. Il aurait fallu s'appuyer sur la légitimité de la rue, assumer la dimension politique du mouvement, sans crainte d'ouvrir une crise politique et de bousculer le jeu des partis institutionnels, ce que les directions syndicales se refusaient à faire. Comme le refusait la gauche antilibérale au nom d'une prétendue séparation du « social » et du « politique », le « social » se résumant à suivre les journées d'action décidées par les confédérations et le « politique » au jeu institutionnel et à la perspective de 2012.

La prétention de la gauche antilibérale de gouverner dans le cadre institutionnel actuel tout en prétendant satisfaire les intérêts du monde du travail est aussi illusoire que la prétention des syndicats d'être entendus par le biais du dialogue social. Le développement et l'accélération de l'offensive des classes dominantes pour faire payer la crise aux travailleurs sape les bases du dialogue social, ruine les prétentions à trouver quelque compromis social que ce soit. Face à un État exclusivement au service des classes capitalistes, les exigences sociales sont inséparables de la question démocratique.

Le refus de l'intersyndicale nationale de tout affrontement qui aurait ouvert une crise politique a largement pesé et empêché le mouvement d'aller jusqu'au bout de ses possibilités.

Mais si, collectivement, les salariés n'ont pas trouvé les moyens de généraliser et de reconduire massivement la grève, des dizaines de milliers de militants syndicaux, parfois soutenus par des structures syndicales, ont cherché consciemment à dépasser les limites posées par l'intersyndicale nationale en revendiquant clairement le retrait de la

réforme, en multipliant les blocages, en tentant démocratiquement de prendre en main la conduite de la lutte dans le cadre d'assemblées générales pour construire la grève générale dans une perspective d'affrontement avec le pouvoir.

L'émergence et l'affirmation de cette base montrent non seulement les maturations en œuvre mais aussi l'urgence de développer, de structurer un courant lutte de classe dans les syndicats contre le dialogue social prôné par les confédérations.

Capitaliser les acquis, les expériences de cette lutte implique d'entamer un large débat pour enraceriner notre parti sur les lieux de travail et mettre en œuvre une politique de construction pour faire pénétrer notre programme dans les entreprises, les quartiers, la jeunesse.

Une orientation pour développer une politique de construction

L'automne 2010, la vague de fond du mouvement contre la loi sur les retraites, représente pour notre parti un nouveau moment constituant. Il a contribué à cristalliser une base militante qui correspond à notre projet de dépasser les limites des organisations d'extrême gauche héritées d'une période historique révolue pour forger un parti anticapitaliste de masse sans sectarisme ni compromissions, capable d'influer sur les luttes.

Pour inévitables qu'elles étaient, les difficultés du NPA à être d'emblée un véritable collectif militant capable de hiérarchiser ses interventions, à engager l'ensemble des comités sur une orientation nationale, renvoient sur le fond à des faiblesses politiques, d'orientation. Faiblesses qui se sont notamment exprimées à l'occasion des élections avec des concessions politiques faites au Front de Gauche dans une série de régions.

Faiblesses que reflètent notamment les limites de notre structuration et de notre fonctionnement tant au niveau national qu'à l'échelle départementale ou locale.

Celles-ci ne pourront être surmontées que si notre orientation crée la cohésion organisationnelle nécessaire pour aller de l'avant, franchir une étape pour faire du NPA un véritable parti de masse. C'est la seule manière de combiner discussion et mise en œuvre pratique de notre orientation qui nécessite la participation de toutes et tous.

Si nous sommes pour un parti de militants et non pas d'adhérents, il ne s'agit ni de décréter de manière formaliste ni de codifier outre mesure ou à priori nos pratiques mais de permettre à chacun, par la formation, le débat le plus large possible, de prendre toute sa place dans l'élaboration, l'intervention et la construction de notre parti.

La cohésion du parti ne peut se faire qu'à partir d'une compréhension commune de la situation et des tâches qui en découlent. Aborder cette question par le biais statutaire serait inverser le problème et apporter une fausse réponse à un vrai problème qui fait que trop de membres du NPA sont spectateurs et non acteurs de notre intervention.

Un parti pour l'avenir, c'est à dire matérialiste et féministe

Parmi les difficultés du NPA à agir avec cohérence en tant que parti affirmant sa propre politique, la présentation d'une candidate voilée à l'occasion de la campagne des régionales a jeté le doute, l'incompréhension dans nos rangs et au-delà. Décidée unilatéralement par un comité, le choix qui a été imposé à l'ensemble du parti de présenter une candidate voilée renvoie non seulement à une faiblesse organisationnelle mais aussi à une dérive politique. Présenter une militante portant le voile ne pouvait être une réponse à la campagne raciste, xénophobe et anti-immigrés de la droite.

Notre lutte antiraciste ne peut nous faire oublier que notre combat féministe est indissociable non seulement de la lutte pour une société socialiste mais de nos combats quotidiens pour les droits des femmes tant, pour reprendre la formule de Fourier, « *le degré d'émancipation des femmes est la mesure naturelle de l'émancipation générale* ». Nous refusons de hiérarchiser les oppressions.

Le combat pour l'émancipation ne peut se concevoir que comme un tout : la lutte antiraciste est indissociable de notre lutte féministe. Notre politique dans les quartiers s'adresse à toutes et tous pour rassembler par delà les origines et les religions autour des exigences sociales et démocratiques que nous portons.

Si la possibilité qu'une personne ayant des croyances religieuses puisse rejoindre notre parti n'est nullement remise en cause, un parti anticapitaliste ne peut assumer d'être représenté par une candidate arborant un voile, symbole religieux et instrument de l'oppression des femmes.

Notre parti n'est pas seulement laïc. Il est aussi matérialiste. La lutte contre l'idéologie et la morale des classes dominantes s'accompagne naturellement de la critique des pouvoirs religieux et des conceptions ou pratiques réactionnaires véhiculées par les religions, de la défense d'une conception matérialiste et évolutionniste.

Un nouveau moment constituant

Deux ans après son congrès de fondation, le premier congrès du NPA est non seulement l'occasion de tirer le bilan des deux années écoulées, de faire le point de nos forces et de nos faiblesses, mais aussi de relancer la dynamique qui avait prévalu lors de son congrès de fondation.

Cela suppose audace, détermination et la conviction que « *la seule réponse à la crise globalisée du capitalisme, le combat dont dépend l'avenir de l'humanité, c'est le combat pour un socialisme du 21^{ème} siècle, démocratique, écologique et féministe* » comme nous l'écrivions dans nos principes fondateurs.

Toute l'évolution de la crise du capitalisme valide notre projet, donne une acuité plus grande à la nécessité et à l'urgence de regrouper les anticapitalistes et les révolutionnaires, faire de notre parti un véritable parti de masse pour préparer l'affrontement inévitable avec les classes dominantes qui mènent toute la société à la ruine.

Ni suivisme et dépendance vis-à-vis de la gauche antilibérale ni auto-proclamation mais une orientation, une politique pour faire du NPA le porteur de la seule réponse à la crise : le pouvoir de la population pour contrôler la marche de la société et construire une autre Europe, celle des travailleurs et des peuples. C'est l'enjeu de notre congrès comme également nous doter des moyens de mettre en œuvre cette orientation en l'assumant pleinement pour faire vivre une dynamique démocratique permettant d'associer, d'intégrer par delà les divergences. Un enjeu qui concerne tous les anticapitalistes et les révolutionnaires.

Raymond Adams

[Au sommaire](#)

Face à l'Europe de Merkel et Sarkozy, la démagogie nationaliste est un piège dangereux

Pas de scoop au sommet européen qui s'est tenu à Bruxelles les 16 et 17 décembre. La proposition de Merkel, soutenue par Sarkozy, de prolonger au delà de 2013 la politique de soutien financier aux banques a été adoptée. Tout comme a été réaffirmée, présentée comme une conséquence directe et incontournable, la nécessité, pour l'ensemble des gouvernements européens, de poursuivre et d'accentuer leur politique de restriction des dépenses publiques, autrement dit leur offensive généralisée contre les populations.

Pas de scoop non plus du point de vue des "marchés" que ce sommet, à la suite de bien d'autres, se devait de "rassurer". Rassurés, ils l'ont bien été, puisque, à peine le sommet terminé, certaines agences de notation ont baissé la note de l'Irlande, après celle de la Grèce, incitation à une nouvelle offensive spéculative sur la dette de ces pays. Pourquoi se priver, en effet, puisque le sommet européen vient finalement de garantir que ce sera sans risque pour les banques ?

Les discours qui tentent de faire passer ce sommet européen pour une avancée vers la sortie de crise, au bénéfice de l'intérêt commun, sont une imposture et ne trompent personne. Un peu partout, à travers grèves et manifestations, les travailleurs crient leur refus de payer leur crise, à l'image de la grève et des manifestations qui ont paralysé la Grèce mercredi 15.

Mais les mensonges et le cynisme des Merkel-Sarkozy, le manque d'opposition politique crédible à leur politique, font que les rancœurs, les déceptions, les révoltes qui s'accumulent créent un terrain propice à la démagogie souverainiste et nationaliste : l'Europe et sa monnaie sont érigées en source de tous les maux ; sortir de la crise, c'est revenir à la souveraineté nationale et monétaire... Le Front national fait du mot d'ordre "sortir de l'euro" **[1]** un des fers de lance de ses campagnes, espérant ainsi détourner sur le terrain de l'impasse nationaliste toute une frange de l'électorat populaire, écoeurée et démoralisée.

Il y a urgence à donner une perspective politique de classe, internationaliste, à la contestation sociale des travailleurs européens, seule issue possible à la crise, mais aussi condition indispensable pour qu'une autre Europe, celle des travailleurs et des peuples, voit le jour.

A travers la crise, la construction de l'Europe des multinationales et des banques se poursuit...

Depuis le déclenchement de la crise de la dette, les discours des dirigeants de l'UE, de la BCE et du FMI n'ont pas changé : la défense des intérêts généraux des populations européennes passerait nécessairement par le soutien de l'Europe et de sa monnaie contre les attaques des "marchés" sur la dette publique...

Pour cela, la priorité des priorités est d'assurer la sauvegarde des grandes banques européennes, en particulier françaises et allemandes, en leur fournissant, par le biais de la BCE, tout l'argent dont elles ont besoin à des taux extrêmement bas, tout en leur permettant de se débarrasser, par le biais d'un fonds de soutien financier, de titres de dette publique devenus impossibles à recaser sur les marchés obligataires. C'est pour cela que le sommet européen aurait décidé de rendre permanent le Fonds européen de soutien financier (FESF) mis en place en mai dernier à titre provisoire jusqu'en 2013, au prix d'une modification du traité de Lisbonne.

Et il faut "rassurer les marchés" par une diminution radicale des déficits publics, donc une diminution tout aussi

radicale des dépenses publiques, c'est-à-dire des plans d'austérité de plus en plus drastiques. Pour que ce soit bien clair, le sommet européen a assorti la pérennisation du FESF d'une clause qui impose aux gouvernements des pays qui auraient besoin d'y faire appel de se plier aux exigences de rigueur et de "discipline budgétaire" que leur imposeront les dirigeants de l'UE, de la BCE ou du FMI, autrement dit les pays les plus influents, la France et l'Allemagne.

Au nom de cette logique de classe, les milliards d'argent public engloutis par les banques vont grossir les profits du CAC40, les "marchés" spéculent de plus belle, la dette n'en finit pas de grossir, la récession, la misère et le chômage de s'étendre... L'intérêt public est bien loin !

Un fossé se creuse entre les prétentions affichées des dirigeants européens qui osent présenter les intérêts des financiers comme l'intérêt général et leur politique de classe. Les mensonges se révèlent au grand jour sous les effets de la crise, nourrissant les déceptions, rancœurs, révoltes qui se retournent contre "l'Europe".

Mais c'est "leur" Europe qu'il s'agit de contester !

La "vision franco-allemande commune" de Merkel-Sarkozy, le fait même qu'ils aient pu l'imposer à l'ensemble de l'UE dans un sommet "où tous s'entendaient comme larrons en foire", selon la presse, est bien la vision d'une Europe de plus en plus soumise aux intérêts des banques et des multinationales. Elle vise au renforcement des deux puissances dominantes qui entendent soumettre aussi les institutions de l'Union européenne à la défense de leurs intérêts face à leurs rivales internationales, en particulier américaines et chinoises.

La crise exacerbe la concurrence internationale et tous les États viennent au secours de leurs multinationales par des politiques protectionnistes plus ou moins déguisées, entre autres en poussant leur monnaie à la baisse pour favoriser les exportations et freiner les importations. A ce jeu, les multinationales européennes sont perdantes. Leur monnaie, l'euro, monnaie d'une Europe divisée, sans Etat, est en position de faiblesse. Il est non seulement surévalué, mais également soumis à un mouvement de yo-yo, une instabilité peu propice aux affaires internationales.

Le sommet européen des 16 et 17 décembre ne voulait ni ne pouvait apporter une réponse au problème que pose aux classes dominantes l'euro. A ce stade de la crise, leur seul souci est d'en faire payer les conséquences aux peuples. Cela implique une affirmation de plus en plus évidente de la domination des gouvernements allemands et français sur les autres pays, seul axe de stabilité capitaliste possible dans cette Europe des patrons et des banquiers.

C'est bien cela leur Europe. Le processus de construction européenne s'est mis en route, à la sortie de la IIème guerre mondiale et à l'initiative des gouvernements français et allemands, pour donner à la grande bourgeoisie de ces deux vieux pays impérialistes, épuisés par la guerre qu'ils venaient de se livrer pour le partage du monde, un espace économique protégé. Cet objectif s'est maintenu à chacune des étapes de la construction européenne, de ses origines à aujourd'hui, à travers les multiples traités qui la jalonnent.

La réponse qu'apportent les dirigeants de l'Union européenne à la crise qu'ils ont eux mêmes provoquée s'inscrit dans la même perspective. L'Europe des banquiers n'a pas d'autre issue capitaliste que le renforcement de l'influence de l'Allemagne et de la France, accentuant la soumission des autres pays, créant des tensions et une instabilité politique croissante.

... au prix d'une accentuation de la crise

La politique des sommets européens, si elle répond aux préoccupations des banquiers et des patrons de multinationales, a un coût de plus en plus exorbitant pour les travailleurs européens.

Le choix d'institutionnaliser le plan de soutien financier mis en place en mai dernier n'est qu'une façon déguisée de pérenniser le mécanisme de la dette. Assurées d'être protégées de tout risque de faillite d'un État, les grandes banques européennes, essentiellement françaises et allemandes, peuvent continuer à siphonner les richesses publiques de l'ensemble des pays européens par le biais de la dette et des déficits publics. Leurs traders peuvent continuer à spéculer, les agences de notation à leur désigner les cibles...

C'est la perspective assurée d'une augmentation continue des richesses que les États ponctionneront dans les poches de la population pour payer leur tribut aux banques : baisses de salaires, licenciements, attaques contre les retraites, la protection sociale, augmentation des taxes... Les profits des banques, garantis par les États, continueront de s'accumuler, alimentant de nouvelles spirales spéculatives, préparant de nouveaux effondrements financiers. La misère et le chômage se développeront, entretenant un état de récession chronique, rendant illusoire toute perspective de reprise économique...

Les populations et les travailleurs répondent à cette situation de plus en plus insupportable par la grève et les manifestations. La contestation sociale et politique touche bien sûr en priorité les partis au gouvernement, mais plus largement les institutions, l'Union européenne, l'euro lui-même.

Certains sondages récents, selon lesquels un tiers de la population française serait favorable à la sortie de l'euro donnent une idée de l'ampleur d'un courant qui touche toute l'Europe, suscitant les réactions des défenseurs de l'Union européenne. Tel Sarkozy qui déclarait, à la sortie du sommet européen : "*La sortie de l'euro, c'est tout simplement irresponsable*"

et inenvisageable. L'euro, c'est le cœur de la construction européenne. Si l'euro s'écroule, si l'euro devait disparaître, c'est la construction européenne qui serait atteinte structurellement" ... Côté banques, on fait des études pour chiffrer le recul que constituerait, pour l'ensemble des économies européennes, la fin de l'euro. *La Tribune* du 15/12, dans un article titré " *Que se passerait-il si la zone euro implosait ?* " fait état d'une étude réalisée par une banque néerlandaise qui prévoit que " *la disparition de la zone euro entraînerait dès 2011 une hausse du chômage et une récession sans précédent pour tous les pays, y compris la France et l'Allemagne.* " Autrement dit, pas d'autre solution que d'accepter la politique européenne, les cadeaux aux patrons, l'austérité, sinon, ce serait pire...

Sortir de l'euro ne peut en aucune façon constituer une issue à la crise du point de vue des travailleurs comme de toute la population mais cela ne justifie en rien la politique de régression sociale engagée par les bourgeoisies et leurs Etats pour faire payer le prix de leur faillite aux classes populaires. Derrière la question de la monnaie se pose la question de fond, qui dirige l'économie au service de quels intérêts, dans quels objectifs ? Et c'est bien cette question de fond que veulent masquer les hypocrites défenseurs de l'euro comme les démagogues nationalistes.

La démagogie souverainiste et du Front national

Il y a déjà quelque temps que des dirigeants de la droite souverainiste, comme Dupont-Aignan et son organisation "Debout la république", prônent le retour à la souveraineté nationale et la sortie de l'euro. Ces relents de nationalisme ne sont pas isolés et ont leur pendant un peu partout en Europe, où la droite nationaliste, s'appuyant sur le mécontentement social et le manque de perspectives politiques, mène, non sans écho, une politique nationaliste et xénophobe.

Le Front national n'est pas en reste. Les discours de Marine Le Pen, en campagne pour la présidence du Front national et les futures présidentielles, ne cessent de mettre en avant, comme seule issue possible à la crise qui touche l'Europe et frappe les populations, la fin de l'Union européenne, le retour à la souveraineté nationale, inséparable de la souveraineté monétaire, du retour au franc. Un document édité récemment et intitulé " *Comment sortir de l'euro ?* " donne d'ailleurs tous les détails de l'opération, selon la vision du FN...

Une vision qui se définit, au fil des discours, " *pour une économie nationale réelle* ", " *ni ULTRAlibérale, ni ANTIcapitaliste* ", pour un " *modèle économique « rationaliste* », c'est-à-dire un système économique et social qui respecte « le bien commun et l'intérêt général » des citoyens en mêlant de manière équilibrée le capital humain plus le capital financier.[...] fondé sur un « ordre monétaire libre » et sur le « patriotisme économique ». [...] une économie morale dans laquelle le marché est contrôlé par l'État et avec un partage équitable des profits du travail pour éviter le désordre et l'anarchie sociale."

En bref une soupe totalement creuse, pour un retour illusoire à un passé d'autant plus révolu qu'il n'a jamais existé, mais dont le radicalisme apparent peut trouver un écho dans les couches les plus fragiles des milieux populaires, écœurées et démoralisées par le cynisme des classes dirigeantes.

Une telle démagogie pourrait-elle amener à l'éclatement de l'Europe, malgré la volonté des sommets de la bourgeoisie européenne ? C'est peu probable, et ça n'est, dans le fond, par vraiment l'objectif de ces courants qui sont tout dévoués à l'ordre bourgeois et savent bien qu'un retour aux États nationaux d'antan, à l'origine de deux guerres mondiales, est impossible. Par contre, leur politique vise à dévoyer le mécontentement populaire, à le retourner contre les forces démocratiques et progressistes, en premier lieu contre le mouvement ouvrier, au profit, finalement, des multinationales qu'ils prétendent combattre. La situation en Belgique en est une illustration concrète. La démagogie de la droite souverainiste flamande, en détournant le mécontentement social sur le terrain d'un nationalisme éculé, plonge le pays dans un chaos et une crise dont la principale victime est la population dans son ensemble, tandis que, pour les banques et les multinationales, les affaires continuent comme si de rien n'était.

C'est cette sombre perspective qui se profile derrière la démagogie souverainiste. Non pas une alternative à l'Union européenne de la BCE et des banquiers, mais une réponse encore plus réactionnaire à la crise politique que celle-ci traverse, celle d'une Europe éclatée, morcelée, d'un mouvement ouvrier sans force mais toujours sous la dictature de la finance.

L'impuissance de la gauche antilibérale

Face à cette offensive réactionnaire, les hésitations et compromis de la gauche antilibérale n'offrent aucune perspective à la révolte du monde du travail et des classes populaires. Comment convaincre et être crédible en restant dans le cadre de l'UE, comme si ce cadre était neutre ou que l'on pouvait le transformer de l'intérieur ?

Datant du début novembre, un appel de *l'Humanité*, " *L'avenir de l'Europe est l'affaire des peuples européens* ", se conclut ainsi : " *L'Union européenne ne sortira de la crise que si elle s'affranchit de la pression des marchés financiers et si elle s'attèle à la construction d'une Europe sociale, solidaire et démocratique telle que le réclame la Confédération européenne des syndicats.* "

Comme si l'Union européenne, qui est de fait l'émanation des marchés financiers, pourrait s'affranchir de la pression de ces derniers et s'atteler à la construction d'une Europe sociale, solidaire et démocratique ! Comme si, pour cela, il s'agissait de "réclamer" !

Le 17 décembre, le réseau Attac Europe publiait une déclaration concernant le sommet européen. S'appuyant sur le constat indiscutable que "la crise a clairement montré la nécessité d'une réelle réorientation radicale de l'Union européenne.", elle dénonce le fait que "la Commission et le Conseil, en promouvant des politiques d'austérité et de rigueur, persistent à s'inspirer d'un paradigme économique discrédité et injuste basé sur la réduction des budgets publics, la remise en cause des protections sociales et la «modération» salariale au nom de la nécessité de « rassurer les marchés ». Elle s'achève sur la proposition de "véritables mesures alternatives", comme : "- permettre aux gouvernements de l'UE, et de la zone euro en particulier, d'emprunter directement auprès de la Banque Centrale Européenne (BCE) à des taux d'intérêts très bas. - mettre en place un mécanisme de défaut, par lequel les États répudieraient tout ou partie de leur dette publique, provoquée par les cadeaux fiscaux aux riches, la crise de la finance et les taux d'intérêts prohibitifs imposés par les marchés financiers - réformer la fiscalité pour rétablir les recettes publiques et la rendre plus juste, avec une taxation des mouvements de capitaux, des grandes fortunes et des hauts revenus, des profits des entreprises, vers l'instauration d'un revenu maximum. "

D'accord... mais ce texte ne dit rien du cadre politique dans lequel de telles mesures pourraient être décidées et avoir une chance d'être appliquées, ni par qui.

On ne peut bien évidemment pas compter pour cela sur les partis au pouvoir en Europe, qu'ils soient de droite ou de la gauche social-libérale. Mais peut-on pour autant compter, en France, sur le Front de gauche ? Le PC et dans son sillage l'ensemble du Front de gauche, quels que soient leurs discours sur un nouveau "Front populaire", s'apprêtent dans les faits à s'aligner sur le PS au cas où ce dernier retournerait aux affaires en 2012... et voudrait bien leur concéder quelques strapontins gouvernementaux. Dans ce cas, discipline républicaine exige, pas la peine d'épiloguer...

Mais même si le miracle de la "révolution par les urnes" dont cherche à nous bercer Mélenchon se produisait, si une "gauche vraiment de gauche" accédait majoritairement au pouvoir dans le cadre des institutions, cela ne suffirait en aucune façon à changer l'ordre des choses. L'État et ses institutions ne sont pas neutres, ils sont un outil entre les mains des classes dominantes et leur logique, leur pouvoir, s'imposent à tous, aussi radicalement de gauche se prétendent-ils. C'est tout aussi vrai au niveau de l'Union européenne, dont toute l'histoire prouve l'assujettissement à l'oligarchie financière et aux multinationales.

En restant dans le cadre de ces institutions, en s'accrochant à l'illusion qu'un État au dessus des classes serait possible, ce qui revient finalement à prétendre pouvoir le changer de l'intérieur, la gauche antilibérale se condamne à l'incapacité d'apporter la moindre perspective aux luttes et à la contestation sociale, à la révolte des classes populaires qui se développe partout en Europe.

L'issue, pour les travailleurs, est internationaliste, leurs luttes communes

C'est pourtant dans cette révolte, dans les luttes sociales, que se trouve l'issue à la crise comme la réponse aux démagogues qui ne rêvent que d'enfermer les travailleurs dans le carcan des frontières. Les ennemis des peuples d'Europe sont leur propre Etat, leur propre gouvernement, mais aussi les autres Etats et gouvernements qui collaborent dans le cadre des institutions européennes. Les travailleurs et les populations des autres pays se heurtent aux mêmes adversaires que nous, c'est avec eux qu'il s'agit de lutter au coude à coude, pour les mêmes objectifs. Hors de ce chemin de la solidarité des exploités et des opprimés, il n'y a pas d'issue.

Il n'y a pas d'autre solution, pour tous les travailleurs d'Europe, que de s'organiser pour imposer, dans la rue, un coup d'arrêt à la politique d'austérité, pendant de la politique de soutien des Etats à une poignée de parasites financiers. Cela signifie contester à la bourgeoisie et à ses représentants politiques le pouvoir qu'ils imposent à l'ensemble de la société, aussi bien dans le cadre national qu'au niveau européen. C'est donner comme objectif aux luttes, dans leur prolongement et celui de leur organisation, l'institution d'un gouvernement démocratique des travailleurs. Seul un tel gouvernement, en permettant la prise de contrôle de tous les rouages économiques et financiers par la population organisée, aurait les moyens d'imposer les réformes nécessaires à sortir de la crise.

Et en particulier de changer totalement le cours de la construction européenne : mettre fin à l'Union européenne des banquiers et de la BCE, en construisant, de concert avec les populations des autres pays, une Europe démocratique des peuples.

Daniel Minvielle

[1] La droite souverainiste et l'extrême droite n'ont pas le monopole de la "sortie de l'euro". Certaines organisations de la gauche dite radicale s'en font aussi les propagandistes. Voir l'article *Sortir de l'euro ou rompre avec leur Europe pour construire celle des travailleurs et des peuples ? - Débat révolutionnaire* n° 37 du 15/10/2010 - <http://www.npa-debatrevolutionnaire.org/lettre/dr37a2>

[Au sommaire](#)